

*Allocations familiales*

Il y a tout d'abord eu la diminution des pensions de vieillesse et des allocations familiales entraînée par la désindexation de ces programmes. Il y a eu l'augmentation de la taxe d'accise sur le carburant il y a une semaine ou deux. Il y a les taxes de vente sur les produits pharmaceutiques et les produits indispensables aux soins de santé. Il y a aussi la désindexation de l'exemption personnelle d'impôt sur le revenu. C'est une véritable avalanche de nouvelles taxes qui s'est abattue sur les familles à faibles et moyens revenus.

Voyons quelles seront les répercussions de la désindexation sur les taux d'imposition personnels. Pour l'année financière en cours, la désindexation représentera à peu près 80 millions de dollars, mais d'ici à 1990-1991, c'est 4.36 milliards de dollars de taxes supplémentaires qu'elle aura entraînés. La surtaxe personnelle pour les Canadiens à revenus élevés ne durera que 18 mois à deux ans, alors que la désindexation de l'impôt sur le revenu personnel va demeurer et représenter des milliards et des milliards de dollars.

L'exonération d'impôt sur les gains en capital ne représentera que 300 millions de dollars en 1985-1986. Même si c'est déjà une somme non négligeable, elle montera à 600 millions en 1986-1987 et enfin, en 1990-1991, cette réduction d'impôts pour les Canadiens les plus aisés atteindra 1.25 milliard.

Nous constatons donc l'apparition d'une imposition massive, appliquée de façon régressive. Les taxes de vente et les taxes d'accise entrent dans cette catégorie des impôts qui touchent davantage les Canadiens à faible revenu, tout comme cette désindexation des allocations familiales frappe plus durement les gagne-petit.

Qui sont les grands gagnants du budget? Ce sont, bien entendu, les Canadiens les plus aisés qui peuvent se prévaloir d'exonérations, au titre de l'impôt sur les gains en capital, qui atteindront 1.2 milliards d'ici 1990. Ce sont les grandes sociétés pétrolières, auxquelles la TRPG laissera quelque 2.5 milliards de bénéfices. La désindexation des allocations familiales sera lourde pour les Canadiens à faible revenu, puisqu'elle leur coûtera quelque 400 millions par an, en 1990-1991.

La désindexation des allocations familiales et du crédit d'impôt-enfants coûtera aux familles modestes quelque 15 millions en 1985-1986, puis 40 millions en 1986-1987, année où 3.5 millions de familles avec enfants seront touchées.

Suite à la campagne électorale de l'an dernier, le *Toronto Star* a publié, le 8 juin 1985, un article intitulé «Promesses, promesses, promesses». Le journal a calculé que 29 promesses avaient été reniées ou n'avaient pas été tenues. Certaines ont leur importance dans le débat d'aujourd'hui, car elles se rapportent à cette grande attaque contre les familles.

Par exemple, les conservateurs avaient promis de maintenir l'exemption d'impôt pour les familles avec des enfants aux niveaux actuels ou même de les augmenter. Ils avaient aussi promis d'augmenter les fonds versés aux provinces pour l'assurance-maladie. D'après les projections faites à partir du budget, en 1990-1991, les paiements de transfert aux provinces auront baissé de 2 milliards de dollars. Je suis certain que les gouvernements provinciaux protesteront de plus en plus énergiquement à mesure que se rapprochera le jour où les paiements de transfert devront commencer à baisser, parce que les conservateurs ont effectivement promis aux provinces d'augmenter les fonds transférés aux fins de l'assurance-maladie.

Une autre promesse faite par le gouvernement pendant la campagne électorale était que toutes les économies réalisées grâce aux changements apportés aux programmes sociaux seraient réinjectées dans d'autres programmes sociaux au lieu de servir à réduire le déficit. Pourtant, l'économie de 400 millions de dollars qui sera réalisée d'ici 1990-1991 par la seule réduction du montant des allocations familiales sera utilisée pour payer environ un tiers des avantages dont jouiront les Canadiens à revenu élevé grâce à l'exemption d'impôt sur les gains en capital.

● (1610)

Le gouvernement avait fait une autre promesse au sujet de l'augmentation des paiements de transfert fédéraux aux provinces. Cette question a alimenté tout un débat depuis un an, et je viens de parler de la réduction de deux milliards de dollars des paiements de transfert que prévoit le budget.

Les impôts ne devaient pas augmenter parce que cela déclencherait une récession. En réalité, c'est l'aspect le plus important du budget, sauf si nous croyons vraiment que le fait d'accorder des avantages aux sociétés pétrolières créera tout à coup des centaines de milliers de nouveaux emplois, proportionnellement à la réduction d'impôt de 2.4 milliards de dollars ou à l'exemption de \$500,000 par année. Ce qu'il faut se dire, c'est qu'il y aura une augmentation massive d'impôt, non seulement à cause de la désindexation des tables de l'impôt sur le revenu des particuliers et des exemptions, mais aussi à cause de tous les impôts régressifs, de la taxe de vente et de la taxe sur l'essence, par exemple, qui, selon les évaluations, produiront des recettes fiscales supplémentaires de quelque 38 milliards de dollars au cours des quatre ou cinq prochaines années.

La promesse était bonne, monsieur le Président, mais ce que donne le budget est loin d'être aussi bon. Le gouvernement pense peut-être que, à cause des belles paroles du premier ministre, le Canadien moyen n'a pas compris tout cela. Cependant, un article publié dans *The Globe and Mail* le 25 juillet 1985 donnait les résultats d'un sondage mené par Decima Research, avec qui le cabinet du premier ministre fait habituellement affaire. Selon ces résultats, le public canadien est assez bien informé et il comprend le budget et les répercussions qu'il aura sur tous les Canadiens. Je vais simplement vous lire deux ou trois paragraphes intéressants de cet article. Voici le premier:

Les résultats d'un sondage commandé par *The Globe and Mail* révèlent que la majorité des Canadiens sont insatisfaits du budget présenté par le ministre des Finances, M. Michael Wilson, estimant qu'ils finiront par payer davantage d'impôts.

Les résultats, parus sous le titre de Decima Quarterly Report, montrent également que 49 p. 100 des Canadiens ne croient pas que les conservateurs vont, grâce à ce nouveau budget, réduire le déficit fédéral comme ils l'ont promis.

L'article poursuit ainsi:

Selon le sondage, 21 p. 100 des Canadiens sont «très mécontents» du budget fédéral, alors que 39 p. 100 de la population en serait «plutôt insatisfaite».

Autrement dit, monsieur le Président, 60 p. 100 de nos citoyens sont insatisfaits du budget et de ses répercussions sur eux et leur famille. Selon le sondage de la maison Decima Research, 3 p. 100 en sont très satisfaits. Ce sont sans doute les dirigeants des grandes sociétés pétrolières.